

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SIAAP

1 chemin de la Californie
78510 Triel-Sur-Seine

Code AIOT : 0006509722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement SIAAP implanté 1, chemin de la Californie 78510 Triel-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu dans le cadre de l'action nationale sur les moyennes installations de combustion et pour la visite qui doit avoir lieu au moins tous les trois sur les installations de combustion car le site relève de la directive IED relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAAP
- 1, chemin de la Californie 78510 Triel-sur-Seine
- Code AIOT : 0006509722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation du SIAAP Grésillons est une station d'épuration soumise à autorisation relevant du

classement IED au titre des ICPE et à autorisation au titre de la nomenclature IOTA.

L'unité biogaz du site de Grésillons est composée de 3 digesteurs thermophiles et de 2 gazomètres (un seul en fonctionnement). Les consommateurs de biogaz produits sont la torchère, les 3 chaudières et la cogénération.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	VLE chaudières existantes 2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois 6 mois
3	VLE moteurs nouveaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 12-II	Demande d'action corrective	1 mois
6	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
9	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8-VI et 35-bis	Demande d'action corrective	1 mois
10	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Efficacité énergétique (optionnel)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36	Demande d'action corrective	6 mois
12	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 1 point 12	Demande d'action corrective	3 mois
13	Transmission résultats autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 1 point 13	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114, R.515-115, R.515-116	Sans objet
4	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-I et V	Sans objet
5	Autres VLE métaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-V	Sans objet
7	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26	Sans objet
8	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des dépassements en formaldéhyde dans les émissions d'un moteur de cogénération qui requiert que l'exploitant mette en place des actions correctives dans les plus brefs délais.

L'inspection a constaté que l'exploitant ne réalise pas d'évaluation en permanence des poussières. L'exploitant doit mettre en place cette surveillance rapidement.

L'inspection a constaté la présence d'un trou dans les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques afin de réaliser les mesures trimestrielles. L'exploitant doit rendre étanche ces trous

en dehors des mesures dans les plus brefs délais.

L'inspection a constaté l'arrêt de deux chaudières. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet l'arrêt de ses deux chaudières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114, R.515-115, R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...]2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. » R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente. R.515-116 : I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a bien communiqué à l'autorité compétente les informations nécessaires. L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'article R.515-115, il doit actualiser les informations demandées à l'article R. 515-114 en cas de modification sur l'installation de combustion.

Conclusion : sans observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : VLE chaudières existantes 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes – Puissance totale >5MW – autorisées avant 01/01/14 – A/C du 01/01/2025

Prescription contrôlée :

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW autorisées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)

Gaz naturel, Biométhane

5 ≤ P < 10 : - / 150 / - / 100

10 ≤ P < 20 : - / 120 (4) / - / 100

P ≥ 20 : - / 100 (5) / - / 100

Biogaz :

P ≥ 5 : 170 / 200 / - / 250

(1) Installation dont l'autorisation initiale a été accordée avant le 27 novembre 2002, ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an NO_x : 450

(2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 550

(3) Installation qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an NO_x : 200

(4) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée - NO_x : 150

(5) Installation autorisée avant le 1er novembre 2010/ NO_x : 120

Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 1 point 7) :

Au titre 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010, le tableau de l'article 3.2.3 portant sur les conditions générales de rejets est remplacé par le tableau suivant :

«

N° du conduit	Hauteur minimale du débouché en m NGF	Diamètre du conduit en mm	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1	25,6	600	4025	5
2	25,6	600	4025	5
3	25,6	450	2000	5
4	22,35	715	5092	8
5	22,35	715	5092	8
6	22,35	715	5092	8
7	22,35	350	7173	25
8	22,35	350	7173	25
9	38,6	125	229,9	5

Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 1 point 8) :

« Au titre 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010, le tableau des valeurs limites des concentrations

dans les rejets atmosphériques présent à l'article 3.2.4 est remplacé par les tableaux suivants :

Valeurs limites d'émission	Installations n°2 « séchage »		Installation n°1 « digestion »		
	Conduits n°1 et n°2 (chaudières sècheurs rotatifs)	Conduit n°3 (chaudière chauffage des locaux)	Conduits n°4, n°5 et n°6 (chaudières chauffage digesteurs)		Conduits n°7 et n°8 (moteurs à combustion)
Taux O ₂	3,00 %	3,00 %	3,00 %		15,00 %
	VLE (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)		VLE (mg/Nm ³)
Combustible \ Polluants	Gaz naturel	Gaz naturel	Gaz naturel	Biogaz	Biogaz
Poussières	5	5	5	50	150
SO ₂	35	35	35	35	35
NO _x eq. NO ₂	150	150	120	200	190
CO	100 (1)	100 (1)	100 (1)	250	1200 (2)
COVNM	/	/	/	50	50
HAP	/	/	/	0,1	0,1
formaldéhyde	/	/	/	/	15
Composés (métaux)	VLE (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) (mg/Nm ³)				
Cd, Hg, Tl et leurs composés	/	/	/	0,05 par métal et 0,1 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)
As, Se, Te et leurs composés	/	/	/	1 en (As+Se+T)	1 en (As+Se+Te)
Pb et ses composés	/	/	/	1 en Pb	1 en Pb
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leurs composés	/	/	/	20	20

(1) VLE à respecter à compter du 1^{er} janvier 2025
(2) Cette valeur est de 450 mg/Nm³ à compter du 1^{er} janvier 2025

Constats :

L'inspection a consulté le rapport de vérification périodique des chaudières du site effectué par la société DEKRA du 24 février 2025 au 26 février 2025.

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas effectué de vérification périodique sur les conduits 1 et 2. L'exploitant indique que ces deux chaudières (servant aux sècheurs Vomm) sont arrêtées depuis septembre 2022. L'inspection a constaté sur site que l'arrivée de gaz à ces deux chaudières est bien physiquement coupée.

L'inspection a constaté que pour les conduits 3, 4, 5 et 6 les valeurs limites d'émission sont respectées. Cependant, les vitesses d'éjection des conduits 4, 5 et 6 ne respectent pas les valeurs minimales fixées dans l'arrêté préfectoral du 17 août 2021.

En effet :

- pour le conduit 4 la vitesse d'éjection mesurée est en moyenne de 3,8 m/s au lieu de 8 m/s minimum,
- pour le conduit 5 la vitesse d'éjection mesurée est en moyenne de 6,6 m/s au lieu de 8 m/s minimum,
- pour le conduit 6 la vitesse d'éjection mesurée est en moyenne de 4,7 m/s au lieu de 8 m/s minimum.

L'exploitant a indiqué qu'une étude était en cours pour améliorer les vitesses d'éjection.

L'inspection indique à l'exploitant que le non-respect des vitesses d'éjection peut avoir des conséquences en termes de dispersion des gaz dans l'environnement mais également sur l'intérieur de la cheminée où les gaz peuvent s'accumuler.

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un contrôle de ces conduits afin de vérifier leur bon état intérieur.

L'inspection a constaté que pour les conduits 4 et 6 il est indiqué que la section de mesures ne

permet pas de mesures de débit normalisées. L'exploitant indiquera à l'inspection les conséquences de cette observation sur les mesures transmises et étudiera la possibilité de modifier le point de prélèvement pour pouvoir disposer de mesures de débit normalisées.

L'inspection a également constaté que pour le conduit 5 certains paramètres n'ont pas été vérifiés car la chaudière ne fonctionne désormais plus qu'au gaz naturel.

L'exploitant a fourni à l'inspection les rapports de contrôle trimestriels des chaudières réalisés en juin 2024, mars 2025 et juillet 2025. L'inspection a constaté pour la chaudière F12 (conduit 3) que les mesures de NOx semblent dépasser les valeurs limites d'émission. Le résultat est indiqué en mg/m³, l'exploitant s'assurera qu'il s'agit bien de mg/Nm³. Le cas échéant, il demandera à son prestataire de restituer les résultats dans les conditions normalisées afin de pouvoir les comparer aux valeurs limites d'émission applicables.

L'inspection a également constaté que l'emplacement de réalisation des mesures trimestrielles ne semble pas répondre aux exigences de la norme NF EN 15259 (Mesurage des émissions de sources fixes - Exigences relatives aux sections et aux sites de mesurage et relatives à l'objectif, au plan et au rapport de mesurage). De plus, l'emplacement correspond à un trou réalisé dans le conduit et non rebouché lorsqu'il n'y a pas de mesures.

L'inspection constate que le prestataire recommande de pouvoir réaliser un contrôle de combustion à haute charge (>50%).

Conclusion :

Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois)

L'exploitant doit réaliser un dossier de porter à connaissance concernant l'arrêt des deux chaudières correspondant aux conduits 1 et 2, dans un délai de 3 mois.

L'exploitant doit réaliser un contrôle de l'état intérieur des conduits 4, 5 et 6 dans un délai de 3 mois et transmettre à l'inspection les résultats de ce contrôle.

L'exploitant précise les mesures correctives qu'il met en œuvre pour respecter les vitesses d'éjection des effluents des conduits 4, 5 et 6.

L'exploitant modifie les points de prélèvement des conduits 4 et 6 pour pouvoir disposer de mesures de débit normalisées.

Demande d'action corrective (délai : 3 et 6 mois)

L'exploitant doit s'assurer que l'emplacement des mesures trimestrielles est conforme à la norme NF EN 15259 dans un délai de 3 mois (pour les prochaines mesures).

L'exploitant doit s'assurer que l'emplacement des mesures trimestrielles (trou dans le conduit) est bien rendu étanche à la suite de chaque mesure effectuée dans les plus brefs délais.

L'exploitant étudie la possibilité de réaliser des mesures trimestrielles à haute charge pour le conduit 3 afin de vérifier la conformité aux valeurs limites d'émission applicables dans un délai de 6 mois. L'exploitant s'assure que les résultats sont restitués dans des conditions normalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois, 3 mois et 6 mois

N° 3 : VLE moteurs nouveaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 12-II

Thème(s) : Actions nationales 2025, Nouvelles – Ptotale>5MW - > 500 h/an

Prescription contrôlée :

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.
Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)

Biogaz :

5 ≤ P < 20 : 40 / 190 / - / 450

P ≥ 20 : 40 / 100 (4) / - / 450

Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 1 point 8) :

« Au titre 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010, le tableau des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques présent à l'article 3.2.4 est remplacé par les tableaux suivants :

Valeurs limites d'émission	Installations n°2 « séchage »		Installation n°1 « digestion »		
	Conduits n°1 et n°2 (chaudières sècheurs rotatifs)	Conduit n°3 (chaudière chauffage des locaux)	Conduits n°4, n°5 et n°6 (chaudières chauffage digesteurs)		Conduits n°7 et n°8 (moteurs à combustion)
Taux O ₂	3,00 %	3,00 %	3,00 %		15,00 %
	VLE (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)		VLE (mg/Nm ³)
Combustible \ Polluants	Gaz naturel	Gaz naturel	Gaz naturel	Biogaz	Biogaz
Poussières	5	5	5	50	150
SO ₂	35	35	35	35	35
NO _x eq. NO ₂	150	150	120	200	190
CO	100 (1)	100 (1)	100 (1)	250	1200 (2)
COVNM	/	/	/	50	50
HAP	/	/	/	0,1	0,1
formaldéhyde	/	/	/	/	15
Composés (métaux)	VLE (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) (mg/Nm ³)				
Cd, Hg, Tl et leurs composés	/	/	/	0,05 par métal et 0,1 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)
As, Se, Te et leurs composés	/	/	/	1 en (As+Se+T)	1 en (As+Se+Te)
Pb et ses composés	/	/	/	1 en Pb	1 en Pb
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leurs composés	/	/	/	20	20
(1) VLE à respecter à compter du 1 ^{er} janvier 2025					
(2) Cette valeur est de 450 mg/Nm ³ à compter du 1 ^{er} janvier 2025					

Constats :

L'inspection a consulté les rapports de vérification périodique concernant les deux moteurs de cogénération correspondant aux conduits 7 et 8, effectués par la société APAVE du 10 au 11 avril 2024, le 14 juin 2024 et du 30 juin au 2 juillet 2025.

L'inspection a constaté que pour les conduits 7 et 8 des dépassements par rapport à la valeur limite d'émission en formaldéhyde ont été mesurés en avril 2024. L'exploitant a indiqué avoir changé les catalyseurs des deux moteurs avant d'effectuer une nouvelle mesure le 14 juin 2024, ne constatant plus de dépassement à la valeur limite d'émission en formaldéhyde.

L'inspection a pu consulter la fiche concernant le changement effectif des catalyseurs dans la GMAO de l'exploitant. Ce changement a eu lieu le 14 juin 2024.

L'inspection a constaté que pour le conduit 7 un dépassement par rapport à la valeur limite d'émission en formaldéhyde a été mesuré en 2025. L'exploitant n'avait pas encore mis d'action corrective en place le jour de l'inspection.

<p>L'inspection a constaté également que les valeurs limites d'émissions indiquées dans le rapport ne sont pas celles applicables au site. L'exploitant indique avoir indiqué ce point plusieurs fois au prestataire sans résultat et réaliser lui-même une comparaison avec les valeurs limites d'émission qui lui sont applicables pour identifier les dépassements.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 1 mois)</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre une action corrective afin de respecter la valeur limite d'émission de formaldéhyde pour le conduit 7 dans les plus brefs délais conformément à l'article 8.VI. L'exploitant transmet à l'inspection le justificatif du respect de la VLE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-I et V
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE HAP, COVNM, formaldéhyde
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Pour les chaudières autorisées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm³. Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm³. Pour les chaudières autorisées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/ Nm³ en carbone total.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les rapports de vérification périodique des conduits 3 à 8 pour l'année 2025 et n'a pas constaté de dépassement des valeurs limites d'émission pour les HAP et COVNM.</p> <p>Conclusion : sans observation</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autres VLE métaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-V
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE métaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :</p> <p>Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)</p> <p>Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)</p> <p>Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te)</p> <p>plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm³ exprimée en Pb</p> <p>Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm³ pour la somme des métaux</p> <p>Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les rapports de vérification périodique pour l'année 2025 des conduits 3 à 8 et n'a pas constaté de dépassement des valeurs limites d'émissions pour les métaux.</p> <p>Conclusion : sans observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Démarrage et arrêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Démarrage et arrêt.</p> <p>Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté la procédure de surveillance des installations de combustion de l'exploitant, datée du 26 mai 2023. Cette procédure prévoit la gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement notamment les périodes démarrage et arrêt. Cette procédure indique que les chaudières et moteurs du site ont des phases de démarrage et arrêt fréquentes en fonctionnement normal, que les phases de démarrage sont très courtes (charges maximales atteintes en quelques minutes) et que lors des phases d'arrêt les équipements sont instantanément à leur charge minimale.</p> <p>La procédure indique que le rendement est calculé à chaque remise en marche après un long arrêt et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement. L'inspection a pu constater la bonne application de ce point.</p> <p>L'inspection a constaté que la procédure n'est pas à jour suite aux derniers changements sur les installations de combustion. L'exploitant doit mettre sa procédure à jour.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 3 mois)</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour sa procédure de surveillance dans un délai de trois mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Mesures périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe</p>

<p>pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. <p>II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.</p> <p>III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la réalisation de mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance pour les paramètres réglementés par des valeurs limites d'émissions.</p> <p>Pour les chaudières, les mesures ont été réalisées par la société Dekra. L'inspection a constaté que le laboratoire ayant effectué les analyses des paramètres (mercure, métaux lourds et HAP) pour lesquelles la société Dekra n'a pas d'agrément est bien agréée pour ces paramètres.</p> <p>Pour les moteurs de cogénération, les mesures ont été réalisées par la société APAVE. L'inspection a constaté que le laboratoire ayant effectué les analyses des paramètres (poussières, mercure, métaux lourds, HAP et SO2) pour lesquelles la société APAVE n'a pas d'agrément est bien agréée pour ces paramètres.</p> <p>Conclusion : sans observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mesure périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Conformité des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les cas des mesures périodiques, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que pour les mesures périodiques les valeurs limites d'émission sont bien considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p> <p>Conclusion : sans observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8-VI et 35-bis
Thème(s) : Actions nationales 2025, Non-respect VLE
Prescription contrôlée : Art. 8.VI. - En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées au chapitre II du présent titre, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité. Art.35-bis - Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux articles 10, 11, 12 du présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.
Constats : L'inspection a constaté que pour le dépassement de la valeur limite d'émission en formaldéhyde constaté en 2024 l'exploitant a pris les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans un délai de 2 mois (date de la nouvelle mesure effectuée). L'inspection n'a pas eu connaissance d'un document correspondant au relevé des mesures prises pour rétablir la conformité. Pour le dépassement de la valeur limite d'émission en formaldéhyde constaté lors de l'analyse effectuée du 30 juin au 2 juillet 2025, lors de l'inspection réalisée le 25 septembre 2025 l'exploitant n'avait toujours pas pris de mesure nécessaire pour assurer le rétablissement de la conformité. Conclusion : Proposition : demande d'action corrective (délai : 1 mois) L'exploitant doit mettre en place un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité des rejets atmosphériques dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants : -nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, le cas échéant, de l'entreprise chargée de l'entretien ; -le dossier d'autorisation tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; -l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation

pendant toute la durée de vie de l'installation ;

- les dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- les conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques, à conserver sur une période d'au moins six ans ;
- le relevé des cas et des mesures prises en cas de non-respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques, pendant une période d'au-moins six ans ;
- les grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse à conserver sur une période d'au moins six ans, dont les pannes et les dysfonctionnements du dispositif antipollution secondaire ;
- un relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation à conserver sur une période d'au moins six ans ;
- l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an, si pertinent ;
- le relevé des heures d'exploitation par an, sur une période d'au moins six ans.

Une consigne précise la nature des opérations d'entretien ainsi que les conditions de mise à disposition des consommables et équipements d'usure propres à limiter les anomalies et le cas échéant leur durée.[...]

Constats :

L'inspection a consulté deux livrets de chaufferie sur site (chaufferie F12 et S20).

L'inspection a constaté que les livrets de chaufferie ne comportent pas les documents requis et ne sont pas remplis par l'exploitant. Les livrets de chaufferie contiennent uniquement les tickets émis lors des mesures trimestrielles du rendement. Le livret de chaufferie S20 contient les tickets émis lors des mesures trimestrielles du rendement jusqu'en 2018 puis uniquement le ticket du 16/12/2024.

Lors de la visite de la chaufferie F12, l'exploitant a indiqué que le corps de chauffe de la chaudière encore en fonctionnement a été remplacé en 2018. L'inspection n'a pas eu connaissance de cette opération et elle n'est pas non plus tracée dans le livret de chaufferie. Ce remplacement peut avoir des conséquences sur les valeurs limites d'émission applicables à la chaudière.

Conclusion :

Proposition : demande d'action corrective et demande de justificatif (délai : 3 mois)

L'exploitant doit établir des livrets de chaufferie conforme à l'article 62 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et s'assurer de la bonne traçabilité des opérations et contrôles effectués sur les équipements de combustion dans ces livrets.

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs du remplacement du corps de chauffe de la chaudière F12 encore en fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Efficacité énergétique (optionnel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36

Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique (optionnel)

Prescription contrôlée :

Efficacité énergétique.

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité

énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2). Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.

Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Constats :

L'inspection a consulté les rapports de contrôle de l'efficacité énergétique des chaufferies des bâtiments F12 et S20, effectué par DEKRA respectivement le 05/03/2025 et le 23/04/2025.

L'inspection a constaté que pour les deux chaufferies des observations ont été formulées.

Concernant la chaufferie F12, l'inspection a constaté que l'exploitant a bien créé 9 ordres dans sa GMAO afin de traiter les observations.

Par sondage, l'inspection a constaté les actions suivantes :

- Observation n°1 : l'exploitant a transmis un compte-rendu de mesure périodique de rendement caractéristique réalisé en mars 2025.
- Observation n°2 : l'exploitant a indiqué que l'action nécessite une modification de marché donc que le délai est long.
- Observation n°3 : l'ordre est juste rentré mais rien n'a été réalisé.
- Observation n°7 : un nettoyage mensuel des filtres est désormais réalisé.

Concernant la chaufferie S20, l'inspection a constaté les actions suivantes pour les 2 observations :

- Observation n°1 : l'exploitant a transmis des comptes-rendus de mesure périodique de rendement caractéristique réalisés en juin 2024, mars 2025, juillet 2025.
- Observation n°2 : l'inspection a constaté sur site que les consignes de sécurité et le synoptique de l'installation ne sont toujours pas affichés dans le local.

L'inspection a constaté que l'exploitant a seulement pris en compte les observations indiquées dans la partie "Récapitulatif d'observations" et n'a pas pris en compte les remarques formulées dans le corps du rapport.

Conclusion :

Proposition : demande d'action corrective (délai : 6 mois)

L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour lever l'ensemble des observations et recommandations formulées dans les rapports de contrôle de l'efficacité énergétique des chaufferies F12 et S20 dans un délai de 6 mois.

L'exploitant transmet les justificatifs à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 1 point 12

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions atmosphériques. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés et tenus à disposition des installations classées. Le programme d'autosurveillance des émissions atmosphériques comprend au minimum :

Paramètres	Type de suivi et périodicité	
	Installation « séchages » (chaudières fonctionnant au gaz naturel : conduit 1 à 3)	Installation « digestion » (chaudières et moteurs fonctionnant au biogaz : conduit 4 à 8)
Poussières	/	Évaluation en permanence
SO ₂	/	Estimation journalière des rejets de SO ₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. (conditions d'application précisées dans le programme de surveillance.)

[...]

Constats :

L'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant. L'inspection a constaté que l'exploitant réalise seulement une surveillance du SO₂ et non des poussières.

L'inspection a également constaté dans l'autosurveillance du paramètre SO₂ que les résultats ne sont pas restitués dans les conditions normalisées, permettant de les comparer aux valeurs limites d'émission applicables. L'exploitant indique ne pas suivre en continu le taux d'O₂ mais seulement la température et la pression.

L'exploitant doit restituer les résultats dans les conditions normalisées fixées par l'arrêté préfectoral.

Sous réserve de la restitution aux conditions normalisées, deux dépassements aux VLE ont eu lieu les 26 et 27 octobre 2024. L'exploitant a indiqué qu'après analyse des paramètres de fonctionnement il explique ces dépassements par un décalage des résultats dans le logiciel de mesure.

L'exploitant indique ne pas analyser les résultats de l'autosurveillance et donc ne s'est pas rendu compte de ce dépassement avant la préparation de l'inspection.

Conclusion :

Proposition : demande d'action corrective (délai : 3 mois)

L'exploitant doit mettre en place une évaluation en permanence des poussières dans un délai de 3 mois.

L'exploitant doit restituer les résultats de son autosurveillance dans des conditions normalisées permettant de les comparer aux valeurs limites d'émission applicables.

L'exploitant doit mettre en place une organisation lui permettant d'identifier des dépassements aux valeurs limites d'émission dans son autosurveillance et de mettre en place des actions correctives dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Transmission résultats autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 1 point 13
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance prévue à l'article 9.1.1 du présent arrêté sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées. Les résultats sont éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant ne transmet pas les résultats de son autosurveillance à l'inspection des installations classées.</p> <p>Désormais les résultats d'autosurveillance qui doivent être transmis à l'inspection sont à transmettre par la plateforme Gidaf.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 3 mois)</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les résultats de son autosurveillance tous les trimestres par la plateforme Gidaf.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois